

Perspectives chrétiennes sur la guerre et la paix, l'identité et la nation

La 32^e rencontre internationale de l'Association Internationale pour l'Enseignement Social Chrétien (AIESC) a réuni plus d'une vingtaine de membres et invités pour un colloque sur les perspectives chrétiennes sur la guerre et la paix, l'identité et la nation. Elle a eu lieu du 31 août au 3 septembre à la Sainte-Garde à Saint-Didier (France) sous le soleil, rythmée par les temps spirituels, les partages et les échanges conviviaux. Retour sur quelques réflexions, idées et questions exprimées au long des sessions.

« Je suis ». Quelle place encore pour l'identité aujourd'hui ? À la fois trophée que l'on brandit pour se faire une place en société et écharde mal placée dans un univers global, la notion gêne parce qu'elle est puissante. Le sentiment national est-il un horizon d'espoir pour la préserver ou les risques d'intégrisme sont-ils trop grands pour éviter de le bannir ? Nous vivons dans un monde d'Etats-nations où guerre et paix s'alternent ou se suivent au détriment des hommes pris au piège de cette alternance que d'aucuns disent inévitable. La nation pourrait être un point de rencontre salvifique pour une société en quête d'identité, à la condition de s'accorder sur ce qu'elle est et représente.

Derrière nos nouveaux yeux de verre (les écrans portables) le consumérisme et le matérialisme préparent un avenir informatique incertain pour l'humain, contrôlé et remplacé par les *greedoids* asservis sans états d'âme au profit de l'efficacité et de l'automatisation. Pourtant, selon certains, les guerres digitales font déjà rages, elles sont invisibles. Elles ont lieu à chaque fois qu'on tente d'asservir par des moyens induits – algorithmes - la liberté de décision de quelqu'un.

Les combats politiques de ces dernières années, centrés en Europe et ailleurs sur le danger d'un déficit démocratique, mettent en lumière des monstres assoiffés de pouvoir. Populisme, technocratie, élitisme ou encore autoritarisme, autant de notions diffuses et diffusées, pour lesquelles tous auraient une définition, mieux, une solution. Entre un Charybde du populisme et une Scylla de la technocratie, c'est finalement bien le difficile équilibre qui pourra préserver la démocratie. Un climat de peur et de défiance, marqué par les résurgences nationalistes et la tentation autoritaire de certains pays, met à mal la communauté de l'Union européenne et sonne comme un avertissement pour le continent, qui oublie peu à peu la marque encore ardente de ses guerres et sa vocation avant tout pacificatrice.

Au travers du prisme indien, il apparaît plus clairement que les risques pour la démocratie sont multiples et d'origines toujours diverses, souvent éloignés des conceptions européennes. En Inde, où les minorités cohabitent, parfois avec difficulté, le risque d'un nationalisme tendant vers le fanatisme ethnique ou religieux est véritable, marqué par des incidents ponctuellement violents. La désintégration de l'unité nationale pousse au nationalisme, et vice versa.

Par la crise des valeurs, les temps modernes ont bien du mal à se mettre d'accord sur les contours d'une guerre juste, ou plutôt justifiable. Les débats juridiques à ce propos qui animent le droit humanitaire international semblent par ailleurs détourner le regard d'une question prioritaire pour le chrétien : comment promouvoir une paix juste ? De Saint Nicolas de Flüe aux militants modernes, en passant par Gandhi, les diplomates du Vatican ou encore les médiateurs suisses, les exemples d'acteurs pour la paix sont multiples. Leur diversité est gage d'espoir : tous ont un rôle à jouer dans la promotion d'un monde pacifique, mais chacun à sa manière. On pourrait alors se surprendre à rêver que la paix est universelle, du moins dans son caractère vital. En fin de compte, nous voudrions juste la paix.

Difficile mission que d'imposer la douceur dans une économie intrinsèquement violente. Afin que chacun y trouve sa place, l'économie moderne doit trouver un équilibre judicieux entre d'une part l'encouragement du talent des uns et d'autre part une distribution équitable des richesses entre tous. Plutôt que d'abandonner la paix à son acception négative (la paix comme absence de guerre), il sera donc judicieux d'en faire un outil positif, un moyen et non pas un but lointain.

D'après l'enseignement social chrétien, et plus particulièrement celui de l'Eglise catholique, la paix juste surgit au centre d'une toile sociale aux points d'ancrages multiples. Les cadres économique et politique s'entremêlent et doivent faire l'objet d'un développement favorable à la dignité de la personne. De même, la justice est la boussole indispensable pour obtenir des interactions pacifiques, mais elle insuffisante si elle n'est pas dépassée et englobée par la charité. Le pape Paul VI prophétisait une « Civilisation de l'Amour ». Elle sera le fruit d'efforts individuels et collectifs dans tous les domaines, en famille comme en entreprise, chez soi ou à l'ONU.

Que faire contre les « structures de péché » comme disait S. Jean-Paul II - qui cristallisent la faute en autoroutes du mal ? Elles sont omniprésentes, tout comme les « structures pour le bien commun ». Le chrétien se doit de les identifier et de les renforcer par son action dans sa vie sociale et professionnelle. C'est le seul chemin de la paix juste. Face à l'affaiblissement des normes fondamentales qui garantissent le respect de la vie et de la dignité de la personne humaine, devant la défaillance croissante des Etats et organisations internationales intergouvernementales, la société civile doit prendre le relais pour résoudre les conflits, pacifier les relations, préserver l'homme de sa propre dérive tout en redécouvrant et en puisant dans la puissante source d'inspiration qu'est l'enseignement social chrétien.

Au terme du colloque les participants repartent avec le sentiment d'avoir, dans le dialogue et l'amitié, mieux compris l'importance qu'ont pour chacun ces forces des échanges scientifiques éclairés par des valeurs partagées et toujours à approfondir.

Contact

[Paul Dembinski](mailto:dembinski@obsfin.ch), Observatoire de la finance, Genève - +41 (0)76 346 55 19, dembinski@obsfin.ch

[Pascal Ortelli](mailto:pascal.ortelli@dignitedeveloppement.ch), Plateforme Dignité et Développement, Fribourg - + 41 (0)79 575 41 59, pascal.ortelli@dignitedeveloppement.ch

Quelques points saillants de la 32^e rencontre de l'AIESC

L'identité

D'entrée de jeu le prof. R. Alvira (Espagne) rappelle que « Je suis » est la première affirmation de l'identité. Elle met en avant le sujet ultime – la personne, et renvoie à la réalité : « suis ». Or seul Yahvé se définit exclusivement par l'existence, les hommes ont besoin d'un qualificatif. Ils sont ceci ou cela. Cette affirmation d'identité est le fondement de toutes les revendications, et résistances, envisageables – personnelles ou de groupe – qui pourront être opposées à autrui en rapport avec les conditions d'existence, y compris la guerre qu'elle soit défensive ou agressive. Mais le message chrétien est un message d'amour et d'amitié. Il conduit à regarder l'identité comme un processus dynamique, fait d'inclusions – je suis ceci et cela – et non d'exclusions – je suis ceci donc pas cela. B. Cywinski (Pologne) ouvre des perspectives intéressantes sur ce point. L'identité – même au niveau des peuples ou nations - n'est pas figée dans l'histoire qui a connu des périodes de cohabitation réussie comme elle a connu des périodes de totalitarismes et de guerres extrêmes.

S. Nicolas de Flue et la Suisse

Le colloque a été aussi l'occasion d'évoquer des cas particuliers, notamment la Suisse (J. Neiryck et B. Loze). En partant de la figure et de la vie de St Nicolas de Flue, B. Loze (Suisse et France) a montré comment l'action du saint a amené les cantons à conclure en 1516 la paix perpétuelle permettant aux identités locales de s'ajuster les unes aux autres dans la Suisse d'aujourd'hui. Selon J. Neiryck cet exemple est inspirant parce qu'il montre qu'on peut « faire nation » sans en être une à l'origine. La référence « au Dieu Tout-Puissant » dans le préambule de la Constitution suisse suggère que la transcendance peut – conformément à l'universalisme chrétien – peut aider à « faire nation » au-delà des particularismes locaux.

Tragédies et réconciliations

L'histoire de la Pologne est aussi évoquée par Maria Nowak, sur la trame de ses souvenirs personnels. C'est notamment l'occasion de souligner l'importance des initiatives de réconciliations passées et à-venir pour reconnaître et surmonter les blessures du passé et ainsi bâtir une Europe sereine pour le 21^e siècle. La situation en Inde est différente, la dynamique y est inverse – l'Inde jusque-là a réussi – par-delà les différences culturelles et religieuses – à « faire nation ». Actuellement, cette construction est attaquée, notamment par l'exclusion des minorités religieuses de la vie publique.

Paix juste plutôt que guerre juste

Pierre de Lauzun (France) aborde la question de la guerre et de la paix dans l'enseignement social de l'Eglise. Il montre que les textes du Magistère sont traversés par une tension entre – comme l'appelle Patrick de Laubier – l'orientation idéale avec la « Civilisation de l'Amour » prophétisée par Paul VI, et les contraintes du réalisme de chaque situation historique. Le chrétien est appelé à assumer cette tension quand il exerce ses responsabilités politiques. Marc Surchat (Suisse) attire l'attention sur les enjeux de la guerre et de la violence digitale qui se glisse subrepticement au cœur de nos sociétés. Cette nouvelle réalité tarde à être appréhendée dans ses conséquences notamment pour ce que

l'Église et le chrétien pense et sait de la guerre et de la paix. Alejandra Vanney (Argentine et Pologne) revient aux sources de la doctrine de la guerre juste, que l'Église – depuis la constitution *Gaudium et Spes* de Vatican II – semble avoir laissé un peu de côté pour mettre l'accent sur l'urgence de la « paix juste » dont, pour le Chrétien, Dieu est source et aboutissement.

Les vecteurs de la « paix juste »

Le Père Pierre Coulange (France) creuse l'idée des conditions nécessaires pour qu'une dynamique de paix se mette en marche et – potentiellement – débouche sur la Civilisation de l'Amour. Il voit quatre vecteurs : le cadre économique - l'économie du don qu'E. Dommen (Suisse et Royaume-Uni) approfondit par la suite, le cadre politique, les comportements vertueux et les éléments de justice. A ces quatre éléments, Michel Veuthey (Suisse) et Balas Mezei (Hongrie) apportent un complément – celui du dialogue et du respect inter-religieux notamment centrés sur les droits de l'homme, norme universelle s'il en est.

Comprendre et surmonter la logique du conflit

Quant aux comportements droits, Jean-Nicolas Moreau les précise en référence aux situations de conflits sociaux. Comme pour reboucler sur le « je suis » de départ, Jean-Nicolas Moreau que « notre point de vue personnel est souvent source de conflit », il faut donc apprendre à le dépasser, à le comparer et l'enrichir de celui des autres parties au conflit pour arriver à créer ensemble (co-construction) des solutions aux conflits. « Opus justitiae pax » affirme l'enseignant social chrétien. Le colloque de la St Garde a montré qu'une telle affirmation est pleinement compatible, voire enrichie, par l'état actuel des connaissances en matière des sciences sociales, économiques et politiques. La paix résulte des œuvres de justice, qui confortent les comportements mais aussi les structures économiques et politiques nécessaires à la Paix.